



DÉBUT OCTOBRE, ON ARRÊTE TOUT !

POUR DES MOYENS À HAUTEURS DES BESOINS

L'austérité budgétaire frappe avec une violence accrue : le gouvernement annonce 40 milliards d'euros d'économies supplémentaires sur les financements publics. Ces coupes drastiques menacent directement les établissements et services de la santé et de la cohésion sociale (sanitaire, social, médico-social, aide à domicile, insertion, protection de l'enfance...).

Les attaques pleuvent contre notre modèle social et son financement solidaire, contre la Sécurité Sociale de 1945, qui finance une partie de notre secteur, et qui constitue notre salaire différé.

Le projet gouvernemental de TVA sociale veut la faire disparaître.

Les conditions de travail continuent de se dégrader, les négociations salariales sont bloquées à tous les niveaux, même pour des avenants salariaux, aussi minimalistes soient-ils, comme celui prévu pour les salariés de l'Aide à Domicile. Nombreux sont celles et ceux qui préfèrent quitter le secteur sans que d'autres le rejoignent.

Nous refusons cette logique destructrice de droits et exigeons des financements à la hauteur des besoins réels de la population et des travailleurs du secteur pour garantir l'égalité et la justice sociale.

Dans cette situation les organisations syndicales CFDT Santé Sociaux, CFE-CGC Santé sociaux, CFTC Santé Sociaux, FO Action Sociale, SUD Santé Sociaux considèrent que seule l'unité sur la base de revendications claires permettra d'obtenir satisfaction; unité des organisations syndicales avec les salariés, unité du public et du privé.

C'est le mandat que nous ont donné les milliers de salariés mobilisés avec nous le 1^{er} avril et c'est le mandat que nous portons aujourd'hui.

Refusons la casse organisée de nos métiers, de nos missions, de nos principes !

Nos revendications sont claires :

- ⇒ Des financements publics garantis, à la hauteur des besoins réels de la population ;
- ⇒ L'égalité d'accès aux droits, la garantie de la prise en charge et l'accueil inconditionnel de tous les publics ;
- ⇒ Des financements supplémentaires en urgence à la hauteur des besoins des travailleurs du secteur, permettant notamment :
 - L'augmentation immédiate et significative des salaires prenant en compte a minima la perte de pouvoir d'achat depuis 30 ans ainsi que le versement et le maintien du « Ségur » pour tous ;
 - Le maintien des emplois, l'embauche des personnels qualifiés et diplômés nécessaires et la formation de tous les professionnels ;
 - L'amélioration des conditions de travail ;
 - L'amélioration des droits existants ;
- ⇒ L'arrêt des fermetures d'établissements, de services, de jour comme de nuit, de lits, de places, etc...

et plus largement le maintien de l'offre de soin et d'accompagnement ;

- ⇒ L'arrêt de la financiarisation et de la marchandisation du secteur, notamment par la tarification à l'acte dans le sanitaire ou la réforme SERAFIN-PH dans le secteur handicap ;
- ⇒ L'arrêt des exonérations de cotisations sociales et l'abandon du projet de TVA sociale ;
- ⇒ Le respect du droit de grève, sans réquisition, ni service minimum.

Fortes des mobilisations engagées dans l'unité avec les salariés, les organisations syndicales CFDT Santé Sociaux, CFE-CGC Santé sociaux, CFTC Santé Sociaux, FO Action Sociale, SUD Santé Sociaux appellent l'ensemble des syndicats à organiser des assemblées générales avec les salariés pour définir leurs revendications et construire la réussite d'une grève généralisée de nos secteurs à partir d'octobre.

L'intersyndicale se réunira de nouveau le 3 septembre.

TOUS UNIS, EN GRÈVE ET DANS L'ACTION POUR DES MOYENS À HAUTEUR DES BESOINS

Paris, le 16 juillet 2025

Contact Presse :

CFDT Santé-Sociaux : presse@sante-sociaux.cfdt.fr

CFE-CGC Santé Social : federation@cfecgc-santesocial.fr

CFTC Santé Sociaux : alaazaoui@cftc-santesociaux.fr

FNAS FO : lafnas@fnasfo.fr

SUD Santé-Sociaux : contact@sudsantesociaux.org